

CLC: Communiqués qui concerne Afghanistan

Qui défendons-nous en Afghanistan?

Vendredi 8 septembre 2006

Ces derniers mois, la population canadienne s'est vu livrer tout un baratin sur le rôle de nos forces armées en Afghanistan. Le premier ministre Stephen Harper a prétendu que notre mission est à la fois honorable et juste, et c'est sans doute ce que croient nos troupes.

Le premier ministre Harper a déclaré que le Canada n'abandonnera pas l'Afghanistan et a proposé que les parlementaires « faibles » rentrent dans le rang. Une foule de gens en a convenu et a laissé entendre que les détracteurs nuisent au moral des troupes canadiennes et au rôle que joue le Canada dans la soi-disant guerre contre le terrorisme.

La population canadienne a déjà entendu la rengaine : « si vous ne nous appuyez pas, vous appuyez les terroristes ». Pourtant aujourd'hui, cette conception de la politique étrangère jouit du soutien d'à peu près 36 % de l'électorat américain. Les Canadiens et les Canadiennes méritent sûrement une meilleure explication des raisons pour lesquelles nous avons procédé là-bas au déploiement militaire le plus important que nous ayons eu en 50 années.

À vrai dire, monsieur le premier ministre, de qui défendons-nous les intérêts en Afghanistan?

On me dit que nous assistons dans ce pays à une guerre entre un gouvernement démocratiquement élu et des « rebelles brutaux ».

Toutefois, de nombreux groupes militant pour les droits de la personne ne sont pas de cet avis et il est temps que la population canadienne comprenne mieux ce qui se passe.

Human Rights Watch a publié un ouvrage intitulé *Blood Stained Hands: Past Atrocities in Kabul and Afghanistan's Legacy of Impunity* (les mains couvertes de sang : atrocités antérieures à Kaboul et héritage d'impunité de l'Afghanistan). Le Senlis Council de Grande-Bretagne a réalisé sa propre étude dont les résultats s'intitulent *Canada in Kandahar: No Peace to Keep* (le Canada à Kandahar : pas de paix à maintenir). Carol Off a réalisé un documentaire intitulé *The Warlords Take Office* (les seigneurs de guerre sont au pouvoir) qui fait réfléchir. Ce documentaire a été diffusé à l'émission « The National » de la chaîne anglaise de Radio-Canada en mars 2006.

Toutes ces études présentent des renseignements inquiétants que la plupart des membres de la population afghane connaissent bien. Or, lorsque la vie de soldats canadiens est en jeu, il vaut mieux appeler un chat un chat.

Actuellement, le Canada envoie des soldats pour appuyer un parlement déjà dominé à moitié par des seigneurs de guerre narco-trafiquants, bon nombre desquels ont commis des atrocités à l'endroit de la population de leur pays pendant la guerre civile du début des années 1990 en Afghanistan.

Ces personnes, comme Abdul Rashid Dostum, actuel sous-ministre de la Défense de l'Afghanistan, ont tué des milliers d'Afghanes et d'Afghans innocents et se cachent maintenant derrière le discours de la démocratie.

Ce qui fait emplir la situation, c'est que des milliards de dollars de fonds de développement affectés par différents pays ont disparus alors que des résidences fastueuses et des quartiers luxueux sont en construction à Kaboul, en bonne mesure associés aux seigneurs de guerre qui forment le parlement.

La stratégie militaire établie par les États-Unis et adoptée par l'OTAN n'a pas fait régner la paix, réduit la pauvreté, mis fin à la production d'héroïne ni aidé à reconstruire l'Afghanistan.

Plus de 1 600 Afghanes et Afghans sont morts depuis quatre mois seulement. Le commerce de l'héroïne encourage une moisson abondante. La population afghane vit dans une pauvreté absolue et des bordels nombreux, à l'intention des entrepreneurs étrangers, ont fait leur apparition à Kaboul.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant qu'un mouvement de résistance afghan soit né. Ce mouvement, qui comprend des éléments talibans, qualifie Hamid Karzai de « maire de Kaboul » ou d'« adjoint à l'ambassadeur américain ». Il jouit d'un appui grandissant des Afghans et Afghanes qui en ont assez de voir l'OTAN et Karzai manquer à leurs promesses.

Monsieur le premier ministre, nos soldats ne luttent pas actuellement contre les forces de la corruption, la violence et le commerce de l'héroïne : ils les appuient, même si l'on ne l'avoue jamais aux milliers de soldats canadiens envoyés sur les champs de bataille de Kandahar.

Et je ne suis pas le seul à le prétendre. Vous n'avez qu'à parler à Malalai Joya, parlementaire afghan qui s'est fait menacer de mort pour avoir osé mettre en évidence les abus commis quotidiennement par les seigneurs de guerre du régime Karzai.

Monsieur le premier ministre, j'appuie nos militaires et je suis de tout cœur avec nos troupes, et c'est pourquoi je ne veux pas qu'elles participent à une lutte qui ne profite qu'à un gouvernement truffé de despotes et de trafiquants d'héroïne. Je vous incite à tenir compte des paroles de madame Malalai Joya, qui a dit ce qui suit au sujet des perspectives de paix dans son pays :

« La situation en Afghanistan et les conditions des femmes ne s'amélioreront pas tant que les seigneurs de guerre n'auront pas été désarmés et que les terroristes tant pro-américains qu'anti-américains n'auront pas été retirés de la scène politique en Afghanistan. Or, il incombe au peuple afghan d'atteindre cet objectif. »

Les familles travailleuses demandent le retrait de l'Afghanistan

Mercredi 17 mai 2006

OTTAWA – Le Congrès du travail du Canada demande le retrait des forces canadiennes en Afghanistan et une augmentation de nos engagements envers ce pays quant à sa reconstruction et son développement.

À sa réunion régulière du printemps, plus tôt cette semaine, le Conseil exécutif du Congrès du travail du Canada a applaudi le courage et la bravoure des femmes et des hommes affectés en Afghanistan. Le Conseil exécutif, qui réunit les leaders des plus grands syndicats au pays ainsi que les présidents et présidentes des fédérations provinciales et territoriales du travail, a adopté une déclaration qui dénonce le fait que le gouvernement fédéral nous fait passer d'une « mission de secours humanitaire et de maintien de la paix de l'OTAN au combat en appuyant la mission militaire des États-Unis en Afghanistan. Ce faisant, notre gouvernement a mis tous les soldats canadiens en danger d'une façon sans précédent. »

Le Conseil exécutif du Congrès du travail du Canada rejette l'argumentation selon laquelle « la présence du Canada est destinée à faire régner la démocratie en Afghanistan. Nous ne reconnaissons pas non plus que notre présence est censée mettre l'Afghanistan sur la voie du développement durable ou de faire avancer la cause de l'égalité pour les femmes de ce pays. »

Pour ces raisons, le Congrès du travail du Canada incite le gouvernement à :

- prendre les mesures nécessaires pour assurer le retrait sécuritaire et immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan.
- accroître considérablement les ressources financières, humaines et autres que nous consacrons aux initiatives multilatérales de maintien de la paix qui sont dirigées par l'ONU, tel que nécessaire au Darfour.
- renforcer l'aide au développement en Afghanistan de manière à atteindre les objectifs des efforts de reconstruction et inciter la société civile à participer à des programmes de développement favorisant la bonne gouvernance et le respect des droits de la personne, de l'égalité des sexes et des normes fondamentales du travail reconnues internationalement.
- voir à ce que tout déploiement futur de troupes canadiennes fasse l'objet d'un vote par les représentants de la population du Canada à la Chambre des communes.